



N°24 > 2013

LA PIERRE & L'ÉCRIT

# La Pierre & l'Écrit

Revue d'histoire et du patrimoine en Dauphiné

PUG



# Les grèves en Isère pendant la Grande Guerre

*François Caussin & Bernard Dangréaux*

**A**u-delà de l'affrontement humain, « 14-18 » est aussi une guerre industrielle. Si le besoin était, l'utilisation massive de l'artillerie et le développement d'armes nouvelles, tels les gaz de combat, en témoigneraient. Pour les pays engagés dans le conflit, la production des usines est donc indispensable et leur main-d'œuvre ouvrière un élément clef. Pas moins que les autres belligérants, la France n'ignore que le succès de l'effort demandé par le gouvernement d'Union sacrée en vue d'accroître la production de guerre passe par la participation de la classe ouvrière. Cet effort, même la CGT le soutient. Le 4 août, lors des funérailles de Jaurès, son secrétaire général Léon Jouhaux lève toute ambiguïté : « Au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir et dont je suis, nous nous levons pour repousser l'envahisseur » s'écrie-t-il ! Le gouvernement s'applique donc à maintenir la paix sociale<sup>1</sup>. Cet objectif est atteint au début de la guerre mais, au fil des mois, cette unité se fissure et le monde du travail voit renaître des conflits. Au plan national, si les grèves sont très rares de 1914 à 1916, les deux dernières années de la guerre connaissent au contraire une contestation ouvrière importante, avec chacune des traits bien distincts.

L'année 1917 reste, selon l'expression de Poincaré, « l'année trouble ». Sur le front, les mutineries, amorcées en avril, atteignent leur paroxysme en mai et juin. À l'arrière, la baisse de l'esprit patriotique est incontestable. Le préfet de la Gironde, par exemple, fait état de comportements à caractères révolutionnaires. De fait, d'importantes grèves en janvier, puis au printemps, séparées par un 1<sup>er</sup> mai qui, pour la première

1. Par exemple en renonçant dès la déclaration de guerre à utiliser le « carnet B ». Ce « carnet B » créé en 1886 pour lutter contre les activités d'espionnage, est progressivement étendu à tous les individus pouvant troubler l'ordre public ou les antimilitaristes susceptibles de s'opposer à la mobilisation générale. On y adjoint également les leaders anarchistes, syndicalistes et révolutionnaires. À la date du 27 juillet 1914, quelque 2 500 noms y figurent. Une fois rassuré par la réaction des instances nationales de la CGT, le gouvernement décide de ne pas utiliser le « carnet B » et de ne pas emprisonner ceux qui y figuraient.

fois depuis la déclaration de la guerre, revêt une certaine ampleur, viennent toucher de nombreuses corporations. Au total, 294 000 grévistes sont dénombrés en 1917. Pour l'un et l'autre des mouvements pourtant, l'explication révolutionnaire tourne court. Les mutins protestent surtout contre les sacrifices inutiles et la rareté des permissions; les grévistes réclament souvent de meilleurs salaires. L'assaut sanglant et infructueux déclenché par Nivelles le 16 avril sur le Chemin des Dames fait naître les premiers; la flambée des prix de 1917 engendre les seconds. L'arrêt des actions offensives et l'adoption de mesures visant à mieux organiser la vie du soldat suffisent à ramener l'ordre militaire, cependant que cessent les grèves une fois satisfaites les revendications: indemnités de vie chère, augmentations de salaire ou semaine anglaise. Une seconde vague de revendications éclate en 1918. La situation politique est alors sensiblement différente de celle connue en 1917. La guerre s'éternise; l'entrée en guerre des Américains contre les puissances de l'Alliance (2 avril 1917) n'a guère encore d'effet sur le terrain; la Russie révolutionnaire s'est retirée du conflit par le traité de Brest-Litovsk (15 décembre 1917). En politique intérieure, l'Union sacrée n'existe plus; elle a pris fin symboliquement le 12 septembre 1917 avec la formation du gouvernement Painlevé dans lequel, pour la première fois depuis le début de la guerre, ne figure aucun ministre socialiste. L'inflation des prix toujours, mais aussi le rationnement du pain et de la viande, ainsi que la pénurie de charbon, pèsent sur la vie quotidienne et le pouvoir d'achat des familles. Le Comité de Défense Syndicale sera l'un des ferments des mouvements de grève qui, en cette année 1918, impliqueront quelque 176 000 personnes. Pour ce CDS, qui s'est constitué au cours de l'année 1916 autour de syndicalistes pacifistes et souvent anarchistes, minoritaires au sein de la CGT, il s'agit d'organiser la grève générale afin d'entreprendre une lutte révolutionnaire contre la guerre. La décision de principe est prise en janvier 1918 et le congrès qui doit décider le déclenchement du mouvement est fixé aux 19 et 20 mai à Saint-Étienne. La lutte commence toutefois de façon dispersée. Lorsque l'ordre de grève est lancé, celle-ci dure depuis une semaine déjà dans la région parisienne: le 13 mai, la grève a été décidée chez Renault et s'est étendue aux 53 usines travaillant pour la Défense nationale. Le mouvement n'en est pas moins politique. C'est « *la grève pour la paix* » et même, dans la Loire, où l'on subordonne la reprise du travail à la signature d'un armistice, « *la grève jusqu'à la paix* ». Cette grève cesse pourtant dès le 21 mai à Paris, le 28 dans la Loire et ne dure nulle part plus de dix jours. Si le mouvement fut réprimé, les raisons de l'échec sont ailleurs: le nombre relativement restreint de régions touchées, l'isolement de l'action ouvrière (principalement les métallurgistes) parmi les autres catégories sociales, la divergence idéologique entre les dirigeants révolutionnaires et une base pacifiste qui, même si elle en avait assez de la guerre, a finalement préféré la patrie à la révolution, ont eu raison du mouvement.

Dans leur ensemble, ces deux années sont donc marquées sur le plan national par des conflits de natures différentes. En 1917, les grèves sont provoquées par des revendications corporatives, liées aux conditions de travail ou de vie et où les ouvrières jouent souvent un rôle clef. Dans les mouvements de 1918, il s'ajoute incontestablement une dimension politique, pacifiste, voire révolutionnaire. Ces traits généraux méritent cependant nuances ou éclaircissements selon qu'on examine tel ou tel bassin industriel. Il en va ainsi de Grenoble où, pour Jean-Jacques Becker<sup>2</sup>, l'arrêt total ou partiel, dès le 14 mai 1918, de 28 usines grenobloises produisant pour la Défense nationale s'inscrit dans la lutte politique contre la guerre. Il entre ainsi en contradiction avec Vital Chomel<sup>3</sup> pour qui la grève grenobloise est déclenchée sur une question de salaires. Selon ce dernier le combat pour des objectifs pacifistes n'est pas engagé et le cri « Vive la grève générale, vive la révolution ! », lancé par un meneur, reste isolé. Clarifier ce qui s'est déroulé en Isère lors de ces mouvements exige un nouvel examen des faits, un retour aux sources, avec l'étude des archives de la préfecture et de la presse quotidienne locale<sup>4</sup>.

## L'exposé des faits

Un bilan strictement comptable permet de noter une recrudescence des mouvements de grèves au fur et à mesure que la guerre s'installe dans la durée. Anecdотiques dans les années 1914, 1915 et 1916, les arrêts de travail marquent déjà fortement de leur empreinte l'année 1917, pour presque décupler en 1918.

### Les années 1914 à 1916

Avant-guerre, trois grèves marquent les mois précédant l'éclatement du conflit : 120 grévistes parmi les 1 800 mineurs de La Mure en février, 480 sur 600 employés chez Bickert & Fils à Moirans en juin, 10 chez Jolland (outillage à Saint-Marcellin) en juillet. Aucune de ces grèves ne dure plus d'une semaine et toutes ont pour revendication l'amélioration des conditions de travail. Mais à partir de la mobilisation générale, les conflits sociaux disparaissent presque entièrement lors des trois premières années de guerre. Toutefois, en juin 1915, les gantiers grenoblois mènent et perdent une longue grève contre la volonté de leurs patrons d'embaucher des femmes pour effectuer la découpe des gants, travail et privilège jusqu'alors réservés aux hommes. En septembre 1915 aurait eu lieu une première grève de la draperie viennoise.

2. Jean-Jacques Becker, *14-18 : mourir pour la patrie*, « 1917, l'année terrible », Points Histoire, Seuil, 1992.
3. Vital Chomel, « L'urbanisme bourgeois et la montée du socialisme (1881-1919) », *Histoire de Grenoble*, Privat, 1976, p. 344.
4. Les archives de la CGT ont été brûlées lors de la seconde guerre mondiale.

En 1916 se seraient produits quelques mouvements relatifs au pouvoir d'achat chez les cochers, couturières, imprimeurs et mégisseries. Il est avéré que les ouvrières des Tissages de Vizille font en 1916 une courte grève contre le passage de la production de la soie à celle de la laine et contre le machisme d'un contremaître. Enfin, en mai de cette année-là, les tisseurs de Vienne déclenchent une grève où sont remarquées l'action d'un « agitateur belge » et l'élection d'un comité de grève. Mais ces premières grèves demeurent mal connues; celles de 1917 et 1918 sont en revanche mieux perçues.

### 1. Dénombrement des grèves en Isère

Année	Journées de grèves	Grévistes	Journées individuelles de grève
1917	54	3 254	10 544
1918	174	22 042	125 209

### L'année 1917

Avec l'année 1917 renaît le mouvement ouvrier. On dénombre treize interruptions de travail pour l'ensemble d'une année dans laquelle chaque mois, peu ou prou, connaît une ou plusieurs grèves.

### 2. Tableau chronologique des grèves de 1917

Entreprise	Branche	Localité	Début	Fin	Jours de grève	Nombre de grévistes
Deglas & Fils	Habillement-Cuir-Textile	Vizille	20/01	06/02	18	
Mairie	Secteur public	Grenoble	28/02	01/03	2	
Plusieurs (mégisseries)	Habillement-Cuir-Textile	Fontaine	03/05	03/05	1	
Plusieurs (midinettes)	Habillement-Cuir-Textile	Grenoble	05/06	08/06	4	250
plusieurs (employés)	Commerce	Grenoble	07/06	10/06	4	700
Plusieurs (Bouchayer, Magnat-Debon)	Mécanique-Métallurgie-Sidérurgie	Grenoble	01/07	01/07	1	54
4 usines de chaussures	Habillement-Cuir-Textile	Izeaux	02/07	04/07	3	350
Industrial & Cie	Habillement-Cuir-Textile	Grenoble	10/07	17/07	8	
Plusieurs (employés)	Commerce	Grenoble	12/07	17/07	6	700

Chaussure Garnier	Habillement-Cuir-Textile	Izeaux	07/08	07/08	1	20
Keller & Leleux	Mécanique-Métallurgie-Sidérurgie	Livet et Gavet	11/09	11/09	1	
Plusieurs	Habillement-Cuir-Textile	Moirans	13/09	13/09	1	1 100
Plusieurs (blanchisseuses)	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	27/11	30/11	4	80

La durée de ces grèves est remarquable. Il ne s'agit généralement pas de faire une journée unique de grève, qu'on pourrait qualifier d'avertissement, mais bien de tenir la grève plusieurs jours pour faire aboutir des revendications.

Le deuxième trait mis en avant par ces informations est la place prépondérante de Grenoble dans ces grèves : elle assure 46 % des jours de grève (50 % avec Fontaine et Moirans) et – par rapport aux données connues – 76 % des journées individuelles de grève.

### L'année 1918

Après l'accalmie du dernier trimestre de l'année 1917, la grève devient un fait majeur de l'année 1918. Commencés en février, les mouvements d'arrêt de travail marquent ensuite, à l'exception d'avril, chaque mois de cette dernière année de guerre.

#### 3. Tableau chronologique des grèves de 1918

Entreprise	Branche	Localité	Début	Fin	Jours de grève	Nombre de grévistes
Grève générale	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	07/02	09/02	3	5 000
Frenay	Habillement-Cuir-Textile	Pont-Evêque	11/02	13/02	3	40
Chomienne	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	12/02	19/02	8	50
Chaumielle	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	18/02	21/02	4	50
Clet	Bâtiment	Vienne	01/03	01/03	1	30
Frenay (3 Ets)	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	25/03	26/03	2	150
Grève du 1 <sup>er</sup> mai	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	01/05	01/05	1	3 000

Bickert & Martin grève générale	Habillement-Cuir-Textile	Moirans	08/05	22/05	15	1 000
Grève générale (25 Ets minimum)	Mécanique-Métallurgie-Sidérurgie & Bâtiment	Grenoble	12/05	14/05	3	5 000
Grève générale	Mécanique-Métallurgie-Sidérurgie & Bâtiment	environs de Grenoble	13/05	15/05	3	1 585
Grève générale	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	21/05	27/05	7	2 000
Bonvallet (soierie)	Habillement-Cuir-Textile	Brezins	23/05	02/06	11	7
Perrin ganterie	Habillement-Cuir-Textile	Grenoble	25/05	27/05	3	150
Frenay	Habillement-Cuir-Textile	Pont-Evêque	01/06	03/06	3	150
Ebénistes & sculpteurs	Bois-Meubles	Grenoble	04/06	17/06	14	60
Tissages Duplan	Habillement-Cuir-Textile	Vizille	07/06	17/06	11	450
Ets Mornand et Mure (maçons)	Bâtiment, Mines	Vizille	10/06	11/06	2	80
Tissages Porte Jacquet	Habillement-Cuir-Textile	Voiron	11/07	14/07	4	100
ouvriers	Bâtiment	Vienne	15/07	19/07	5	30
Gratry Tissage	Habillement-Cuir-Textile	Morestel	09/08	17/08	9	70
Jouffray-Trompier	Mécanique-Métallurgie-Sidérurgie	Vienne	24/08	31/08	8	60
Grève générale	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	26/08	12/09	18	2 500
Usines de chaussure (7)	Habillement-Cuir-Textile	Grenoble	09/09	18/09	10	203
Jouffray-Trompier	Mécanique-Métallurgie-Sidérurgie	Vienne	19/09	19/09	1	47
Barjon Papeterie	Chimie, Papeterie	Moirans	30/09	17/10	18	30
Cordonniers	Habillement-Cuir-Textile	Izeaux	11/10	16/10	6	200
Vaganay	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	21/10	21/10	1	

En nombre de grèves, les mouvements de 1918 touchent à parts presque égales les bassins d'emplois grenoblois (13 grèves) et viennois (14 grèves). Mais en décompte de grévistes, on constate en 1918 une inversion par rapport à 1917 : le Viennois représente cette fois 37 % du total des grévistes et 66 % des journées individuelles de grève.

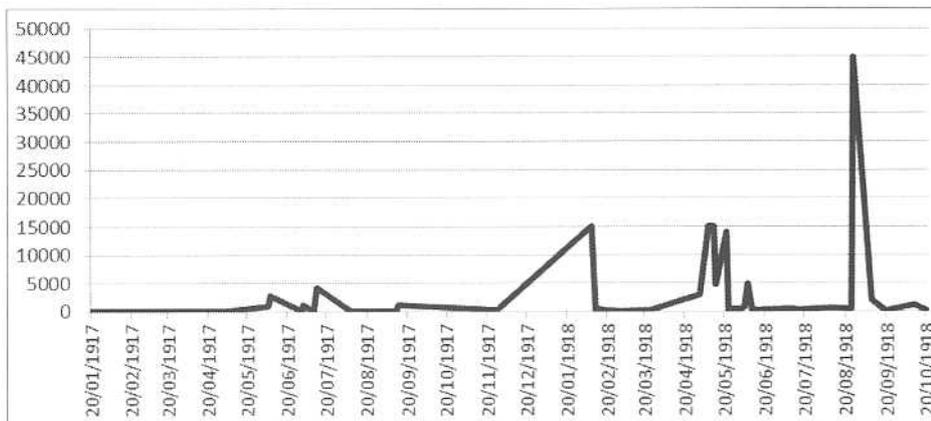
## Anatomie des mouvements de grève

Le contexte socio-économique local est bien connu<sup>5</sup> : en remplacement de la production industrielle des zones occupées du nord de la France, le gouvernement demande aux industriels isérois efforts, reconversions ou même créations (pour la chimie) pour leurs installations, au profit des productions nécessaires à la guerre. Moins que la Loire, avec Saint-Étienne, l'Isère cependant est fortement sollicitée à cette fin. Il s'ensuit un essor industriel remarquable avec son corollaire, l'embauche d'une grande quantité de main-d'œuvre ouvrière. C'est dans cette conjoncture d'expansion économique que se produisent ces grèves iséroises des années de guerre, dont l'analyse fait ressortir plusieurs points marquants.

### De 1917 à 1918 : une forte radicalisation

Les effectifs ouvriers mobilisés dans les grèves atteignent en 1918 des proportions plus importantes. L'effectif moyen des grévistes de 1917 était de 250 ; il triple en 1918 passant à 816 participants.

#### 4. Journées individuelles de grève en Isère



5. Raoul Blanchard, *Grenoble et sa région pendant la guerre*, Grenoble, Imprimerie Allier, 1918.

Alors que le nombre de journées individuelles de grève a décuplé par rapport à 1917, la durée moyenne des grèves de 1918 s'est également accrue, passant de 4,1 à 6,4 journées. En plus de ces deux développements, on voit aussi changer le type des grèves. En 1917, on observe parfois, à côté des grèves touchant une seule usine, d'autres qui s'étendent à plusieurs entreprises d'une même branche. Or en 1918, le mouvement change d'échelle, dépasse le cadre de l'entreprise ou de la branche et on ne constate pas moins de cinq grèves générales : trois grèves générales à Vienne (plus celle du 1<sup>er</sup> mai), une grève générale du textile à Moirans en mai et le même mois, la grève générale du bassin grenoblois. Les secteurs grévistes dominants sont alors ceux des branches industrielles prépondérantes dans les localités concernées : textile pour Vienne, et mécanique et métallurgie pour Grenoble.

### **Les acteurs des grèves : femmes, mobilisés, syndicats**

L'implication du personnel féminin est considérable pour les mouvements de l'année 1917 où les grèves sont, pour plus de la moitié, lancées à l'initiative des femmes. On le constate logiquement dans les secteurs où les salariées sont majoritaires, comme celui des ouvrières modistes avec la grève des midinettes, ou dans la chaussure, mais aussi parfois dans les entreprises à dominante masculine, comme pour la grève qui touche la métallurgie chez Bouchayer et Magnat-Debon le 1<sup>er</sup> juillet 1917. La seule grève viennoise de 1917 est aussi une grève féminine. En revanche, pour 1918, seul un petit tiers des grèves est le fait d'une majorité de femmes.

Parmi le personnel masculin, les mobilisés ont un statut particulier. Ces mobilisés, nombreux dans le tissu industriel isérois, sont des ouvriers, souvent qualifiés, appelés aux armées et que les pouvoirs publics, par la loi Dalbiez du 4 juin 1915, ont décidé d'affecter dans les usines pour participer à l'effort industriel<sup>6</sup>. Bien que travaillant parmi les civils, ils relèvent du statut militaire et de l'autorité des gouverneurs militaires des régions. Pas plus que les soldats, ils n'ont évidemment le droit de grève.

La grève générale de mai 1918 à Vienne n'a semble-t-il impliqué que très peu de ces mobilisés. Le 22 juin, le gouverneur militaire de Lyon demande les noms des sursitaires qui ont fait grève. L'intendance lui fournit seulement quatre noms. Le sous-préfet répond au préfet : « ces propositions ne me paraissent pas devoir être complétées par d'autres noms ». Le constat est différent pour le bassin grenoblois avec sa grève générale des 12 au 15 mai 1918, centrée sur la métallurgie : les relations parvenues au préfet laissent penser que la majorité des grévistes était constituée de ces mobilisés. Les syndicats ne restent évidemment pas à l'écart des mouvements revendicatifs. Si toutes les grèves n'ont pas été animées par les syndicats, il est établi que ces derniers ont joué un rôle moteur, parfois de l'extérieur de l'entreprise, dans bien des actions.

6. Cette loi permettra de renvoyer du front vers les usines quelque 500 000 affectés spéciaux.

En 1917, la grève massive des employés du commerce de Grenoble est animée par le syndicat L'Étoile, affilié à la CGT. Burdin, son dirigeant, est remarqué par les services de police. À Vienne, l'Union Syndicale des Travailleurs du Bâtiment appelle à une assemblée de la branche le 12 juillet 1917. Comme plusieurs de ses lettres à la Chambre patronale étaient restées sans réponse, le syndicat appelle à la grève. L'assemblée la vote pour le 15, mais on ignore si finalement la grève a bien eu lieu. Les exemples sont plus nombreux pour l'année 1918. Le Syndicat des Métaux de Grenoble est à la pointe de la grève générale des 12 au 15 mai, où l'on voit intervenir dans les assemblées les dirigeants Barbaret, Pollin et Groeber. À Moirans, l'Union des Syndicats du Tissage de la Région Lyonnaise écrit au préfet le 9 mai pour expliquer les motifs de la grève en cours. Le Syndicat de la Chaussure de Grenoble est à l'origine et à la direction de la grève générale de cette branche en septembre. À Vienne enfin, c'est la CGT locale qui appelle à l'arrêt de travail du 1<sup>er</sup> mai et anime les trois grèves générales de la draperie. Ses dirigeants locaux – Miglioretti, Richetta, Hoerclat et Claudette Coste – sont les acteurs omniprésents des préparatifs de grèves et de leurs prolongements. Lorsque les trois premiers sont emprisonnés par les autorités militaires, ce sont les autres dirigeants locaux de la CGT qui se trouvent portés au premier plan. Il faut par ailleurs noter que les réunions ouvrières, revendicatives ou grévistes, se déroulent le plus souvent à la Bourse du Travail locale : le Gymnase pour Grenoble, le Théâtre pour Vienne. Malgré sa déstructuration due à la mobilisation de 1914, le mouvement syndical s'est donc manifestement réorganisé. Il a su tisser des liens avec les nouveaux ouvriers et ouvrières embauchés massivement dans l'industrie de guerre. Les actions revendicatives sont parfois spontanées, mais elles passent le plus souvent par le canal syndical et ce sont ses dirigeants qui en sont le plus souvent les animateurs.

### **Des revendications syndicales traditionnelles**

Les grévistes ont exprimé différentes revendications qu'ils pouvaient éventuellement grouper dans une seule et même manifestation de mécontentement. Il est possible de les classer en trois grandes catégories : défense du pouvoir d'achat, meilleures conditions de travail et respect des droits syndicaux.

La défense du pouvoir d'achat prend le plus souvent la forme d'une demande de majoration de l'« indemnité de vie chère ». Parmi les tout premiers conflits, on en trouve peu où soit revendiquée une hausse du salaire principal. La conjoncture, on le sait, est marquée par une forte inflation des prix. L'indice du coût des treize denrées alimentaires est passé de l'indice 100 en juillet 1914 à 136 en janvier 1916, puis de 139 en janvier 1917 à 193 en juillet. Cela explique que 10 des 13 grèves répertoriées en 1917, puis 21 des 27 notées en 1918, aient eu ce thème pour principale revendication.

Les augmentations obtenues constituent en fait une course-poursuite du salaire réel toujours en retard sur le rythme de l'inflation. Les bases sont ainsi posées pour des grèves répétitives sur ce thème de la défense du pouvoir d'achat, dans un contexte aggravé par une pénurie relative des produits de première nécessité (lait et charbon, par exemple, sont contingentés ou taxés). Le passage à la grève est encouragé en même temps par le sentiment bien réel d'un rapport de force relativement favorable aux salariés, grâce au plein-emploi qui résulte de l'effort de production industrielle pour la guerre et de la mobilisation au front d'une part importante de la main-d'œuvre masculine.

Quelques rares grèves, comme celle des ouvrières modistes ou des employés de commerce de Grenoble, associent à la défense du pouvoir d'achat l'exigence de meilleures conditions de travail. La revendication de la semaine anglaise et celle de la réduction du temps de travail (journée de 10 heures, augmentation du nombre de pauses) apparaissent parfois. Mais cet axe revendicatif semble plutôt être la prolongation des revendications ouvrières d'avant-guerre.

Le respect des droits syndicaux fait également l'objet de luttes. Certains cas de licenciements de meneurs, ou de sanctions disciplinaires, ont entraîné des grèves, mais en faible nombre. Plus spectaculaire, quoiqu'isolée, est la grève générale des ouvrières du textile de Moirans. En mai 1918, elles défendent un ancien droit de collecte des cotisations syndicales dans l'entreprise. Le patron profite du contexte de la guerre pour tenter de revenir sur cet acquis. Il y parvient finalement, mais au prix d'un conflit de 15 journées.

### 5. La revendication principale de chaque grève

Thème	1916	1917	1918
Défense du niveau de qualification	1		
Pouvoir d'achat		10	21
Baisse du temps de travail		4	
Contre des licenciements		2	2
Contre la discipline dans l'usine		1	
Pour des droits syndicaux			2
Politique et anti-guerre			2
Inconnu	1	2	

Notons enfin – sans pouvoir l'expliquer – l'absence apparente de thèmes liés à la réorganisation et à l'intensification du travail. On sait pourtant que nombre d'industriels, en même temps qu'ils augmentent leurs effectifs ouvriers, introduisent à cette époque les méthodes américaines de taylorisation pour développer leur production. Ces changements dans l'organisation du travail paraissent avoir été acceptés par les ouvriers.

### **Une seule grève politique, à Vienne**

Par manque d'information, on hésite à caractériser clairement la grève du 1<sup>er</sup> mai 1918. Les rassemblements étant interdits à Vienne par le gouverneur militaire de Lyon, les grévistes se réunissent à Pierreplate, de l'autre côté du Rhône : une assemblée de 3 000 grévistes un 1<sup>er</sup> mai, dans le contexte viennois, semble donner une dimension politique à cette journée. À côté de l'ensemble des conflits portant des revendications syndicales traditionnelles, une seule grève acquiert une dimension politique et affiche pour objectif d'en finir avec la guerre. Unique, mais de grande ampleur, d'une durée non négligeable – du 21 au 27 mai – telle est la grève générale de mai 1918 à Vienne. Dès le mois de mars, on pouvait noter les prémices de cette action politique. Le 16 mars se tient au Théâtre une assemblée syndicale du textile réunissant 700 ouvriers. Le sous-préfet rapporte que ces ouvriers « n'ont pas traité des questions syndicales, mais prononcé des discours révolutionnaires réellement hostiles à la continuation de la guerre ». Le 19 mars, après une assemblée des ouvriers du bâtiment, de petits groupes sillonnent la ville en criant des mots d'ordre pacifistes. L'action est répétée dans la nuit du 24 au 25.

Dans cette grève générale viennoise, les ouvriers associent deux dimensions en ajoutant à la lutte pour le pouvoir d'achat, la lutte pour la cessation de la guerre. Certes, l'inflation était venue gommer le gain d'une augmentation de 1,75 franc pour tous obtenue en février à l'issue d'une grève générale de 3 jours ; mais ici le processus de politisation est indéniable. Les réunions et discussions à la Bourse du Travail contribuent à radicaliser les options syndicales. L'effort des dirigeants locaux de la CGT, affiliés au CDS, n'est pas étranger à cette évolution. Aussi, quand les ouvriers viennois se lancent dans la grève le 21 mai, c'est non seulement pour une augmentation des salaires mais aussi pour que le gouvernement avoue ses buts de guerre. Le mouvement va jusqu'à exiger la conclusion d'un armistice.

L'assise la plus ferme de cette grève demeure la draperie, même si les ouvriers du bâtiment et les métallurgistes s'y sont joints. Le 21 mai, toujours privés du droit de réunion, les dirigeants de la CGT tiennent un meeting dans un champ devant 1 500 grévistes, surtout des femmes et des jeunes. Le 22, ce sont 1 000 grévistes qui se réunissent à Saint-Cyr (Rhône). Les autorités font alors fermer cafés et restaurants qui permettent aux grévistes de se réunir de manière informelle. Et le 23 mai, les chefs de la CGT – Miglioretti, Hoerlet et Richetta – sont arrêtés et conduits à Lyon. Les grévistes arrivent à tenir une nouvelle réunion à La Bâtie, mais cette arrestation – et celle de plusieurs ouvriers – a modifié le rapport de force. La grève était déjà faible dans la métallurgie et, dès le 24 mai, 900 des 1 000 métallos de la cité reprennent le travail. La grève continue dans le textile, mais elle devient défensive et on réclame maintenant la libération des emprisonnés. Le mouvement initié par le CDS ne s'étant pas développé au plan national et 13 syndicalistes

viennois étant maintenant en état d'arrestation, les grévistes décident d'arrêter le mouvement : le 26 mai, le « Comité ouvrier de Vienne » diffuse une affiche appelant à reprendre le travail le 28.

### **Résultats**

Sur les 42 grèves recensées pendant la guerre, 18 obtiennent au moins partiellement des résultats, quel que soit leur thème revendicatif.

Les grèves pour le pouvoir d'achat donnent des résultats non négligeables. Dans la conjoncture inflationniste des années de guerre, la combativité est intense sur cette question. La volonté d'obtenir un rattrapage des salaires réel sur la hausse des prix des denrées donne aux ouvriers l'audace de rompre le consensus patriotique qui soude la nation dans son effort de guerre. Dans la plupart des cas, les négociations se concluent par le relèvement de l'indemnité de vie chère, en général de 1 à 2 francs par jour. Ainsi la grève générale viennoise de février 1918 obtient 1,75 franc; la grève générale de Grenoble de mai 1918 est suivie de longues négociations qui aboutissent à l'un des résultats les plus forts : 2,50 francs d'augmentation par jour et pour tous. Les résultats des grèves pour le respect des droits syndicaux sont en revanche plus modestes. L'opinion générale, y compris celle de la majorité des ouvriers, tend à considérer que l'effort de guerre pour sauver la patrie prime sur cet aspect des revendications. C'est ainsi que les ouvrières de Moirans acceptent finalement après leur longue grève que leur pratique de cotisation syndicale dans l'entreprise soit supprimée « tant que dure la guerre ».

Quant à l'unique grève à caractère politique, elle a fait long feu. L'opinion majoritaire viennoise était nettement défavorable au combat pacifiste. Les acteurs de la grève générale du mois de mai se trouvèrent finalement isolés au sein de la population qui approuva ou laissa faire la répression menée alors par les pouvoirs publics.

## **Le patronat et les pouvoirs publics face aux grèves**

### **L'attitude du patronat**

Le refus de tout dialogue est chose rare. Le plus souvent, le patronat s'engage dans des négociations. Il compte aussi sur l'épuisement des grévistes et de leurs caisses de secours. L'appel aux autorités pour qu'elles installent des forces de police devant l'usine se pratique dans une minorité de cas. Dans plusieurs grèves, c'est la remise en marche de l'usine avec quelques ouvriers qui décourage les grévistes et amène soit la reprise, soit l'affaiblissement des revendications.

Si le conflit débouche sur des négociations, celles-ci peuvent être biparties avec une représentation des grévistes, mais elles deviennent quelquefois tripartites lorsqu'inter-

vient la présence d'un médiateur. Ces négociations sont le plus souvent longues, car les délégués ne sont pas toujours approuvés par l'assemblée des grévistes quand il s'agit de rendre compte. Elles le deviennent d'autant plus lorsque la médiation devient nécessaire. En effet le patronat ne se précipite pas dans la concession pour stopper une grève. C'est au contraire la fermeté qui domine malgré la pression de carnets de commandes bien remplis. L'exemple extrême en est la grève générale à Vienne de la fin de l'été 1918. Le patronat de la draperie, exaspéré par la répétition des grèves lancées par la CGT, décide de tenir bon sans rien céder et d'imposer ainsi un échec au syndicat. Il faudra l'intervention des pouvoirs publics, avec la venue sur place du préfet de l'Isère, pour modifier cette attitude.

### **La politique des pouvoirs publics**

Les pouvoirs publics nationaux ne méconnaissent pas les problèmes qu'entraîne la hausse des prix. Ils veillent particulièrement à ne pas détourner les ouvriers de l'Union sacrée, à prévenir ou désamorcer tout conflit sur cette question pour ne pas risquer la paralysie des entreprises travaillant pour la Défense nationale, quitte à aller à l'encontre des intérêts individuels des patrons. Ainsi, le 18 novembre 1917, le ministère de l'Armement prend-il un arrêté fixant les salaires des ouvriers des usines de guerre pour les arrondissements de Grenoble et de Saint-Marcellin. Cet arrêté vient réviser, en tenant compte de l'inflation des prix, la convention départementale passée, sur cette même question déjà, le 31 mars précédent.

Localement, préfet et sous-préfet sont chargés de relayer l'objectif national de veiller à la continuité de l'effort industriel de guerre. Ils ont donc à charge de prévenir ou d'abrèger les conflits sociaux qui pourraient mettre à mal cet objectif. Quand des revendications émanent d'un groupe de salariés, la préfecture, si elle est avertie, fait souvent pression sur l'employeur, ou sur le syndicat patronal, pour qu'il trouve un compromis. Quand éclate un conflit, la préfecture agit pour non seulement assurer le maintien de l'ordre, mais aussi pour promouvoir une solution rapide et négociée. Elle délègue pour cela un commissaire spécial et désigne parfois un juge de canton comme médiateur. Il arrive même au préfet de payer de sa personne. C'est lui qui est sur place, par exemple, lors de la grève générale de la draperie viennoise en août 1918. Au total, pendant la guerre, c'est une grève sur trois qui bénéficie des bons offices d'un conciliateur public.

Ces médiations préfectorales sont appréciées. Le 4 juillet 1917, le maire d'Izeaux remercie le préfet pour son intervention dans le conflit des cordonniers. De leur côté, les syndicalistes et les ouvriers ont intégré cette nouvelle donne dans leur démarche revendicative. Nombre de revendications adressées aux patrons ou à une chambre patronale, sont doublées d'un courrier au préfet. La section de Moirans de l'Union des Syndicats du Tissage de la Région Lyonnaise écrit le 9 mai 1918

au préfet de l'Isère, en sollicitant son appui dans le conflit chez Bickert et Martin : « C'est un legs d'honneur que nous ont laissé nos braves poilus qui, comme tous les Français d'ailleurs, ont volé à la frontière pour défendre nos foyers et nos chères libertés que des barbares voulaient nous ravir. [...] Nous faisons appel à votre haute bienveillance, vous qui êtes si dévoué à la cause ouvrière, pour nous prêter votre appui à solutionner ce conflit. »

À Vienne, devant le blocage de leur conflit en août 1918, le Comité des Syndicats écrit au préfet pour lui demander d'intervenir : « La classe ouvrière a gardé le meilleur souvenir de vos différentes interventions ; une fois de plus elle fait appel à vos bons offices, elle a la plus grande confiance dans vos sentiments de justice et d'humanité. »

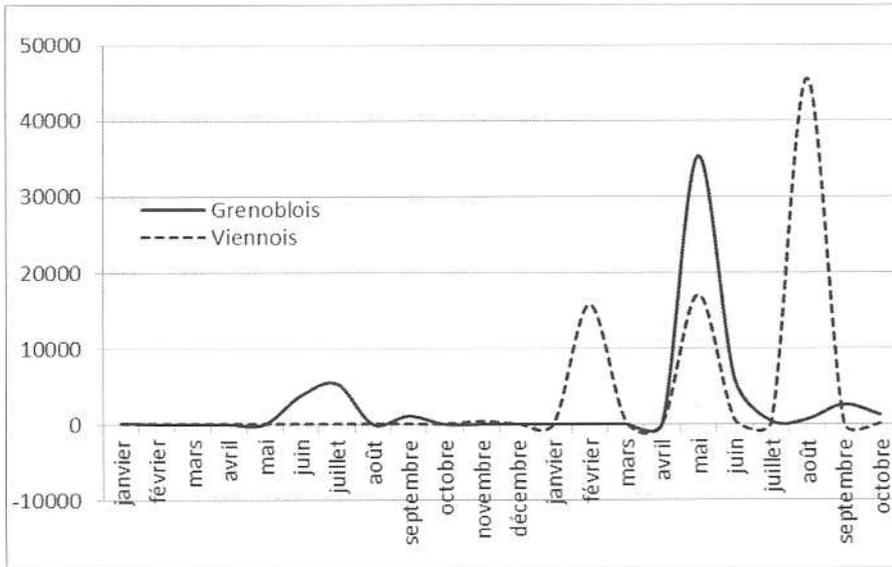
Certains syndicalistes semblent avoir une claire compréhension de la relation complexe qui existe alors entre ouvriers, patrons et État. Le commissaire central entendit ainsi la secrétaire de la CGT appeler le 13 septembre 1918 à cesser la longue grève du mois d'août en laissant agir la commission mixte « car, dit-elle, nous sommes sûrs d'obtenir satisfaction, le gouvernement étant avec nous, et les patrons ayant été menacés de la réquisition de leurs usines s'ils ne mettaient pas fin au conflit qui prive l'Intendance militaire du drap dont elle a un urgent besoin ». Cela n'empêche pas l'État de montrer sa force à l'égard des grévistes. Policiers et gendarmes sont envoyés aux portes des usines pour impressionner les grévistes ou empêcher la formation de piquets de grève. On voit aussi des forces de l'ordre prendre position devant les hauts fourneaux de Chasse pour leur éviter la contagion des grèves voisines. La justice intervient aussi quand la tension entre grévistes et non-grévistes engendre injures et coups de poing. À Moirans, trois ouvrières sont ainsi arrêtées en mai 1918 et inculpées. Deux d'entre elles sont condamnées, dont une à trois mois de prison avec sursis et 1 500 francs d'amende. Toutefois, la plupart du temps les pouvoirs publics s'interdisent toute intervention qui pourrait aggraver le conflit. La consigne est à la conciliation, voire à la prévention, plutôt qu'à la répression dès lors que la contestation reste dans le cadre de l'entreprise.

Il en va différemment quand il s'agit de traquer les propos, les écrits ou les manifestations hostiles à l'unanimité patriotique. La même volonté de sauvegarder la production nécessaire à la Défense nationale amène alors les autorités – préfecture ou commandement militaire – à réprimer les grèves. C'est le cas à Vienne en mai 1918. Le CDS en a appelé à la grève politique ; pour l'empêcher, puis pour l'étouffer, le droit de réunion est suspendu. Les dirigeants de la CGT sont inculpés et emprisonnés. Non pas à des qualités (aucune répression n'aura lieu à Grenoble contre les ouvriers en grève pour des revendications salariales) mais pour leur agitation défaitiste et leur efficacité à faire reprendre par les ouvriers viennois des

slogans hostiles à la guerre. Le commandement militaire sera de même prompt à agir, on l'a vu, contre les mobilisés grenoblois grévistes (et donc dans l'illégalité) en les menaçant d'un renvoi au front.

## Les mouvements ouvriers de Grenoble et Vienne

6. Nombre de journées individuelles de grève (1917-1918)



### De fortes disparités des réalités ouvrières de l'Isère

Ainsi se dessinent les traits communs à l'ensemble de l'Isère: la dominance du thème du pouvoir d'achat comme moteur des luttes, la montée en puissance des grèves de 1917 à 1918, comme la tendance à effectuer en 1918 des grèves plus longues et mobilisant une branche entière, voire toute l'industrie. On observe en revanche de nettes différences dans le déroulement des grèves entre celles des secteurs de Grenoble et de Vienne. À Vienne une flagrante absence de conflit en 1917 (une seule grève) contraste avec la tenue de plusieurs grèves généralisées en 1918. À Vienne encore une agitation politique «anti-guerre» est avérée, qui débouche sur la grève politique de mai 1918. À Grenoble en revanche, le mouvement gréviste déjà très actif en 1917 ne porte pas trace de cette dimension politique «anti-guerre» lors de la grève générale de mai 1918.

Au contraire de Vienne, Grenoble n'a donc pas connu de grève politique. Cela surprend lorsqu'on se rappelle que les dirigeants socialistes et syndicalistes de Grenoble penchaient pour la position « minoritaire » pacifiste de la SFIO. Le contexte politique et économique étant le même pour Vienne et Grenoble entre 1914 et 1918, il faut chercher l'explication de ces disparités du côté de la formation, des expériences et des options politiques des différents acteurs de ces conflits dans l'immédiat avant-guerre et pendant la guerre.

### **Les grèves d'avant-guerre et la CGT**

Dans les années 1905 et 1906, le bassin grenoblois connaît de fortes grèves. Elles se soldent au mieux pour les grévistes par des demi-victoires. La plus marquante, la grève générale de 1906, massive, longue, marquée par les affrontements entre ouvriers et forces de l'ordre, est finalement un échec. Il en résulte un effondrement de la CGT et une atonie durable des 1<sup>er</sup> mai grenoblois. L'échec de cette grève générale a aussi été l'échec de l'orientation syndicaliste révolutionnaire prônant l'action directe, elle-même préparant la grève générale.

Avec cet échec de 1906, auquel s'ajoute la montée du chômage, le syndicalisme grenoblois entre en crise. Il n'en sort que dans les années 1911 et 1912, où l'on note une remontée des effectifs de la CGT iséroise. Le syndicalisme se renforce également par l'adhésion des Bourses du Travail à la CGT.

### **Agitations internationalistes, antimilitaristes et anti-guerre**

Quand la CGT appelle au plan national à la grève générale contre la guerre le 16 décembre 1912, la police ne compte que 400 personnes au meeting de Grenoble, contre 1 600 à celui de Vienne. Déjà à ce moment, le mouvement ouvrier de Vienne est plus radical que celui de Grenoble et se mobilise davantage contre la guerre.

En 1913 et 1914, la SFIO mène l'action contre la « loi des 3 ans »<sup>7</sup>. Des meetings sont organisés et il est fait pression sur les « retraites »<sup>8</sup> des contingents urbains ; pression particulièrement vive à Vienne, où les autorités doivent se résigner à supprimer ces défilés militaires.

7. En janvier 1913, un projet de loi qui permettrait d'augmenter les effectifs de l'armée est annoncé en Allemagne. Pour marquer la détermination de la France, les gouvernements Briand puis Barthou proposent au Parlement de passer la durée du service militaire de 2 à 3 années. Le débat est vif dans le pays : la loi est adoptée le 19 juillet et 5 août, mais elle sera au cœur de la campagne pour les législatives de 1914, les socialistes se faisant les champions de son rejet.

8. Dans les villes de garnison comme Grenoble, la « retraite » est le défilé des militaires qui, le soir, rentrent à leur caserne. Ce défilé est souvent agrémenté de musique militaire et destiné à cultiver la popularité de l'armée auprès de la population.

Pour Grenoble, on note donc, dès avant la guerre, une difficulté pour les militants socialistes et syndicalistes à mobiliser massivement la population sur les thèmes internationalistes et antimilitaristes.

### **Les ouvrières et le syndicalisme**

À l'approche de la guerre, les femmes travaillant dans l'industrie sont sollicitées par deux forces syndicales hostiles : la CGT, qui prône un antagonisme de classe entre les salariés et le patronat et promeut la lutte collective pour faire aboutir les revendications ; les SLF (Syndicats Libres Féminins), mouvement syndical soutenu par l'Église et créé à Voiron en réaction à la grève de 1906, donnant la priorité au dialogue, à la négociation, au partage équilibré des droits et des devoirs entre employés et patrons au sein de l'entreprise. Les SLF n'en revendiquent pas moins la journée de huit heures, la semaine anglaise et un salaire décent.

Ces SLF se développent à Grenoble, en Isère, mais ne semblent pas prendre pied à Vienne. Ils parviennent néanmoins à donner naissance en 1911 à une Fédération Départementale des Syndicats Libres Féminins. Ce syndicalisme obtient des résultats. Ainsi en 1917, dans leur point fort de Voiron, les SLF obtiennent par de nouveaux contrats collectifs la semaine anglaise pour les femmes et les jeunes filles. Cet accord concerne 70 usines de tissage sur les 120 que compte le département. Il a été obtenu par trois mois de négociation avec les patrons et les pouvoirs publics et sans la participation de la CGT.

Ce syndicalisme chrétien, parce qu'il se tient à l'écart des grèves, est une force qui compte. Il apparaît logique que, là où les SLF sont forts, l'influence du CDS et de ses idées ont du mal à progresser.

### **Les socialistes avant la guerre**

Dans l'immédiat avant-guerre, le parti socialiste isérois réussit à augmenter son influence, son implantation, dans les classes ouvrières. Cette avancée politique est due à sa participation à la construction de la CGT, à la diffusion du *Droit du Peuple* (l'un des trois quotidiens socialistes de France) et à sa campagne énergique contre la « loi des 3 ans ».

Cette progression des idées socialistes se traduit par des victoires électorales. Mais les tactiques suivies ne sont pas partout identiques. Dès 1906, les socialistes viennois, derrière Brenier, s'allient aux radicaux et s'emparent de la mairie. En 1911 et 1912, Coublevie, Saint-Égrève et Gières deviennent socialistes et 13 conseils municipaux comptent désormais des élus de ce parti. Aux législatives de 1914, les électeurs donnent la victoire à 5 socialistes sur les 8 candidats du département : Brenier est élu à Vienne, Mistral et Raffin-Dugens le sont à Grenoble. Cependant les différences s'accroissent : à Vienne, la presse est locale (le *Journal de Vienne*

et de l'Isère), ou bien lyonnaise et le *Droit Du Peuple* y est faiblement diffusé; inversement, la structuration iséroise des Bourses du Travail, de la CGT et du mouvement socialiste laisse le plus souvent Vienne de côté. Il se dégage ainsi un Viennois moins influencé par Grenoble que par Lyon et Saint-Étienne.

### **La réanimation de la CGT après 1914**

La mobilisation générale vide les usines et éclaire les rangs des syndicats. Pourtant ce qui subsiste de la CGT organise une aide en faveur des familles que le chômage ou la mobilisation ont privé de revenus. À l'automne 1914 l'activité industrielle reprend et les nouveaux embauchés constituent une nouvelle classe ouvrière: la plupart connaissent leur première activité salariée et ignorent les batailles syndicales d'avant-guerre. La CGT œuvre à la création d'organisations pour encadrer ces nouveaux salariés, non sans faire preuve d'imagination. Ainsi organise-t-elle des sections féminines dans la métallurgie, répondant aux besoins spécifiques des ouvrières.

Quand éclatent les premiers conflits, la CGT, qui n'est pas forcément à l'origine de ces grèves, apporte son soutien. De multiples actions (assemblées générales, délégations au patronat ou envers les pouvoirs publics) ont lieu sur le thème des salaires et certaines obtiennent satisfaction, sans que la grève soit nécessaire. Ainsi en juillet 1917, chez Bouchayer-Viallet, 2 500 ouvriers se réunissent pour l'augmentation des salaires et le respect de la loi sur les délégués ouvriers. La CGT arrive par ces efforts variés à regonfler ses effectifs et gagner de l'influence chez ces nouveaux ouvriers.

Dans ce contexte, on voit déjà se cristalliser dans l'action les différentes options prises par les dirigeants des mouvements ouvriers du Grenoblois et du Viennois. Le 1<sup>er</sup> mai 1917 à Vienne, à l'appel de la CGT, une assemblée de 700 ouvrières et ouvriers prend position contre la guerre et vote une motion de soutien à la révolution russe de février. À Grenoble, ce 1<sup>er</sup> mai passe presque inaperçu et il faut attendre le suivant pour compter 2 000 personnes lors du traditionnel meeting.

### **1914-1917: le débat sur l'attitude face à la guerre**

À l'ouverture des hostilités, la SFIO participe au gouvernement, et cette alliance politique avec les autres partis génère, en Isère comme ailleurs, remous<sup>9</sup> et situations

9. Au lendemain du 1<sup>er</sup> août 1914, les socialistes continuent à soutenir le gouvernement, adoptent comme priorité la défense de la nation, contrairement à leurs proclamations internationalistes et pacifistes de l'avant-guerre. Le 4 août, la CGT se rallie à l'Union sacrée, soutenant le gouvernement où des dirigeants socialistes viennent d'entrer. À la SFIO comme à la CGT, rares sont les opposants à ce revirement: ils constituent la « minorité ». Lors de la conférence socialiste de décembre 1916, le dirigeant « majoritaire » Jouhaux est approuvé par 99 voix contre 26 et 8 abstentions.

paradoxaux. Dans le débat sur la poursuite de la guerre, les dirigeants socialistes viennois penchent «à droite», pour l'Union sacrée, quand leurs homologues grenoblois penchent «à gauche», contre la poursuite de la guerre; à l'inverse, la CGT viennoise s'oriente «à gauche», alors que le syndicat grenoblois (sauf son noyau dirigeant) semble réticent au thème politique pacifiste.

La FSI (Fédération Socialiste de l'Isère), qui comptait 1 600 adhérents et 110 sections avant-guerre, est naturellement très affaiblie et désorientée quand éclate la guerre. À partir de janvier 1915, quand les sections socialistes sont restructurées, la FSI organise de nombreux débats sur le conflit à Grenoble et Voiron. Ses dirigeants commencent déjà à se démarquer de la ligne majoritaire des socialistes et le *Droit Du Peuple* se fait l'écho de cette orientation. En octobre 1914 on pouvait lire: «Lettre de soldats: on y retourne de bon cœur [...] les Dauphinois ont la peau dure, paraît-il, ou les balles n'ont pas faim d'eux.» Mais bientôt des passages du journal sont censurés, signe que le *Droit Du Peuple* ne participait plus au même consensus patriotique. Le 10 décembre un article éditorial explique les raisons qui ont amené le socialiste internationaliste allemand Karl Liebknecht à refuser de voter les crédits de guerre au Parlement allemand. La rupture est consommée et la FSI rejoint visiblement la position de la minorité socialiste. Le 10 mai 1915, Mistral signe l'éditorial: «Pour la paix définitive! Nous irons jusqu'au bout. Jusqu'au bout, cela signifie pour moi jusqu'à la réalisation d'une paix ne contenant dans ses clauses aucune raison de revanche, aucun germe de guerre nouvelle. Avec tous les socialistes, je crois que les conflits entre les nations ne prendront fin qu'avec la fin du régime capitaliste.» Le 6 juillet, le comité fédéral de la FSI adopte une motion demandant la reprise des relations internationales entre socialistes et la réunion du Bureau Socialiste International. En novembre le *Droit Du Peuple* rend compte de la tenue de la Conférence de Zimmerwald<sup>10</sup>. Fin juin 1916, le député Raffin-Dugens vote contre les crédits de guerre à l'Assemblée et participe à la Conférence de Kienthal<sup>11</sup>. En septembre 1916, le mouvement syndical grenoblois se

10. La conférence de Zimmerwald est une rencontre de personnalités socialistes qui s'est tenue dans le village suisse de Zimmerwald du 5 au 8 septembre 1915. L'objectif de la conférence était de rassembler les socialistes fidèles à l'internationalisme et de lutter contre la guerre et contre le triomphe du chauvinisme et du militarisme dans la social-démocratie: les participants critiquaient comme «nationaliste» la participation à des gouvernements d'Union sacrée dans les pays belligérants.

11. La Conférence de Kienthal s'est tenue en Suisse du 24 au 30 avril 1916. Cette conférence aux idées internationalistes fait suite à celle de Zimmerwald et 44 délégués socialistes y participent. Ils viennent de nombreux pays européens, y compris des belligérants: la Suisse, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, la Serbie, la Russie et le Portugal sont représentés. Du côté russe, des futurs acteurs de la Révolution d'octobre, comme Lénine et Zinoviev, sont présents. La France, quant à elle, ne devait pas être présente, car son gouvernement a refusé de donner des passeports aux socialistes. Trois députés français de la SFIO arrivent tout de même à Kienthal: Pierre Brizon, Alexandre Blanc et Jean-Pierre Raffin-Dugens. Toutefois, ils n'ont qu'un statut d'observateur.

rallie au camp des « minoritaires » de la conférence de Kienthal. On ne sait pourtant si cette prise de position concerne, au-delà du cercle dirigeant ou militant, la base syndicale et l'opinion ouvrière.

En janvier et février 1918, les dirigeants de la CGT de Grenoble tentent encore de faire reprendre le projet d'une grève révolutionnaire contre la guerre chez les syndiqués de la métallurgie et du bâtiment. Sans doute désavoués par leur base, ils cessent désormais cet effort et se concentrent sur les revendications économiques. Toute autre est l'orientation majoritaire des socialistes de Vienne : en 1916, le maire de Vienne et ses camarades socialistes s'opposent au tournant de la FSI. Pendant la guerre, la plupart des socialistes viennois demeurent sur la ligne « majoritaire » de soutien à l'effort de guerre. Le 12 novembre 1916 se tient une réunion publique contradictoire entre les deux députés socialistes Brenier et Raffin-Dugens. À Vienne ce sont les dirigeants de la CGT qui font campagne en faveur des conférences internationalistes de Zimmerwald et Kienthal.

Pour ce qui tient du discours politique, les dirigeants socialistes et cégétistes grenoblois ont donc eu une position très en pointe, entre « minoritaires » et « Kienthaliens internationalistes ». Leur propagande, au moyen du *Droit du Peuple*, se fait sur une orientation dont la logique aurait dû apparemment aboutir au soutien à la grève pacifiste du CDS le 21 mai 1918. Cela n'a pas eu lieu. Aucun dirigeant socialiste ou syndical grenoblois ne semble avoir participé au congrès du CDS à Saint-Étienne<sup>12</sup>, et personne probablement n'a appelé les ouvriers grenoblois à faire grève le 21 mai 1918.

À Vienne au contraire, cette orientation de lutte contre la guerre a été soutenue, approuvée plusieurs fois par des milliers de grévistes, ce que l'activité des dirigeants de la CGT viennoise explique en grande partie. Membres du parti socialiste, mais liés à des courants anarchisants, ils ont su avec constance alimenter chez les ouvriers syndiqués ou sympathisants la vision d'une guerre imposée au peuple par les capitalistes – les profiteurs de guerre – et dont le mouvement ouvrier devait exiger l'arrêt, au nom de ses traditions internationalistes et pacifistes. Ici, la CGT se retrouve opposée aux socialistes prônant avec leur maire l'Union sacrée face à l'ennemi allemand et préférant jouer la conciliation dans les conflits sociaux. Cette attitude de la majorité des socialistes locaux autour du maire Brenier – socialiste, mais aussi patron drapier – laisse le champ libre aux positions plus radicales et invite l'aile combative du mouvement ouvrier à se rapprocher des sensibilités anarchistes ; ce que fera la CGT du textile.

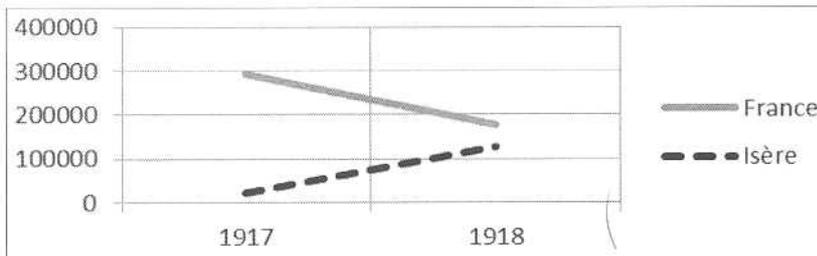
12. La situation des opposants à la guerre était compliquée aussi par leurs propres divisions. Après Zimmerwald, la minorité se divise entre plusieurs comités : le Comité pour la reprise des relations internationales de Fernand Loriot et Alphonse Merrheim, le Comité de défense syndicale, plus syndicaliste-révolutionnaire, et le Comité de défense du socialisme international plus modéré.

## Vienne et Grenoble : un même combat ?

L'année 1918 en Isère fait contraste avec l'évolution du mouvement gréviste au niveau national. Parce que dans ce département l'élan de 1917 est prolongé et démultiplié, signe de la rapide radicalisation des ouvriers de ce bassin industriel. Rapidité d'autant plus notoire que le *boom* industriel y a provoqué un fort renouvellement des effectifs : par exemple, dans les industries mécaniques grenobloises, le nombre d'ouvrières passe de 200 à 4 500 de 1914 à 1918.

### 7. Les grèves en 1917 et 1918 : France et Isère

(France: nombre de grévistes; Isère: nombre de journées individuelles de grève)



Le comportement des ouvriers et des syndicats de Vienne continue d'intriguer pour le rythme de son activité. Au plan national, le réveil du mouvement ouvrier commence timidement fin 1916, mais se traduit surtout par les deux vagues de grèves de janvier puis de mai-juin 1917. Les ouvriers de la draperie viennoise participent au premier réveil de 1916, mais n'accompagnent pas le mouvement national de 1917, puisqu'à Vienne en cette année, on n'observe que la seule grève de novembre. Et ce n'est pas faute d'avoir eu sur place des dirigeants syndicaux dynamiques!

En revanche, pour le reste du département, l'élan revendicatif de 1917 pour des hausses de salaires compensant celle des prix, largement porté par les ouvrières des secteurs textile et commerce, se trouve vérifié. Mais en Isère ces grèves ne sont pas si brèves : 5 sur 13 seulement ne durent qu'une journée.

Nous savons maintenant qu'à Vienne, la ou les grèves (si l'on inclut le 1<sup>er</sup> mai) de mai 1918 furent politiques et pacifistes ; l'activité de la CGT locale de 1906 à 1918 (voire depuis la grande grève de 1899) permet de comprendre cette radicalisation politique. Par contre, l'absence à Grenoble de dimension politique des grèves de 1918 n'est pas éclaircie. Les dirigeants socialistes et syndicalistes grenoblois n'ont-ils pas su faire partager à leurs adhérents leur opinion pacifiste, ou bien le fort renouvellement du personnel dans les entreprises en plein essor les a-t-il placés en

décalage devant une classe ouvrière nouvelle, certes revendicative pour ses salaires, mais dépourvue de tradition et de politisation? Le constat de cette différence d'objectifs entre les luttes viennoise et grenobloise s'impose de façon suffisamment claire toutefois pour souligner l'hétérogénéité du département dans le domaine des revendications ouvrières des années « 14-18 ».

## Sources et bibliographie

### Archives

Archives préfectorales: Archives Départementales de l'Isère, 166 M 10, M 11, M 16.

Établissements travaillant pour la Défense nationale: Archives Départementales de l'Isère, M 120, n° 113.

*Le Petit Dauphinois*: Archives Départementales de l'Isère, PER 699/1-289, 128 à 137 (années 1914 à 1916) et 138 à 147 (années 1917 & 1918).

### Travaux universitaires

Jean-Paul Barthélémy, *Les anarchistes dans le département de l'Isère de 1880 à 1914*, TER, UPMF, Grenoble, 1972.

J.-R. Bouchard, *La S.F.I.O. dans l'Isère en 1914 - 1918*, TER, UPMF, Grenoble, 1974.

Claudette Boude, *La Confédération Générale du Travail dans l'Isère de 1911 à 1918*, TER, UPMF, Grenoble, 1972.

Daniel Guidon, *Antimilitarisme et pacifisme en Isère*, TER, UPMF, Grenoble, 1981.

Jean Maurel, *L'opinion dauphinoise et la Révolution russe 1917 - 1918*, TER, UPMF, Grenoble, 1974.

Martine Ratto, *Les ouvrières de la draperie viennoise - 1880 - 1914*, TER, UPMF, Grenoble, 1982.

### Articles et ouvrages

Pierre Barral, *Le département de l'Isère sous la Troisième République, 1870 - 1940*, Paris, Armand Colin, 1962.

Jean-Jacques Becker, *Les Français dans la Grande Guerre*, Paris, Robert Laffont, 1980.

Jean-Jacques Becker, *14-18: mourir pour la patrie, « 1917, l'année terrible »*, Points Histoire, Paris, Seuil, 1992.

Raoul Blanchard, *Grenoble et sa région pendant la guerre*, Grenoble, Imprimerie Allier, 1918.

- Clément Bon, *Étapes sur la route du succès. Naissance et développement de l'Union Départementale CGT de l'Isère*, Grenoble, Publication de l'Université des Sciences Sociales, 1977.
- Clément Bon, *Trente ans de socialisme en Isère 1897-1927*, Sassenage, 1980.
- Vital Chomel (dir.), «L'urbanisme bourgeois et la montée du socialisme (1881-1919)», *Histoire de Grenoble*, Toulouse, Privat, 1976, pp. 319-346.
- Bernard Georges, Denise Tintant, *Lean Joubaux, cinquante ans de syndicalisme*, tome I, *Des origines à 1921*, Paris, PUF, 1962.
- Christine Lambert, «Le socialisme à Vienne, 1876 -1914», *Bulletin de la Société des Amis de Vienne*, 51, 1988, p. 19-28.
- Yves Lequin, «Sources et méthodes de l'histoire des grèves dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle: l'exemple de l'Isère.», *Cahiers d'Histoire*, XII, 1967, p. 215-231.
- Martine Ratto, *Les Syndicats Libres Féminins dans l'Isère, 1906-1936*, CNRS, 1983.
- Jean-Louis Robert, «Les luttes ouvrières en France pendant la première guerre mondiale», *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 23, 1977, p. 28-65.
- Alfred Rosmer, *Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale*, Paris, Librairie du Travail, 1936; Mouton, 1959 (2 volumes).